



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 34 – du 23 au 30 octobre 2023

En bref

- Approuvant les recommandations de l'Autorité en charge des dossiers de défense commerciale (*Trade Remedies Authority, TRA*), le gouvernement a [adopté](#) des mesures compensatoires et anti-dumping pour protéger le secteur des câbles optiques britanniques des pratiques commerciales déloyales chinoises.

- Une [délégation](#) américaine pour le commerce, accompagnée par l'envoyé économique spécial Joe Kennedy III, s'est rendue en Irlande du Nord, alors que la région cherche à attirer de nouveaux investissements dans la perspective de diversifier son économie.

- Alors que la banque nationale de développement UKIB (*UK Investment Bank*) a publié son [rapport](#) annuel

LE CHIFFRE À RETENIR

48,6

L'indice [PMI Composite](#) de S&P Global/CIPS est pratiquement stable entre septembre et octobre gagnant 0,1 pt.

pour l'année 2022-2023, le [think tank UK in a Changing Europe](#) souligne l'insuffisance des investissements dans la transition énergétique au Royaume-Uni depuis l'arrêt des activités de la Banque européenne d'investissement.

- La [dette](#) du secteur public britannique s'élève à 2 636,9 Md£ à la fin du deuxième trimestre (avril à juin) 2023, représentant 101,2 % du

produit intérieur brut, soit 0,8pt de plus que le trimestre précédent.

- La [Living Wage Foundation](#) augmente de 10 % de ce qu'elle estime être le salaire horaire de subsistance, celui-ci s'élevant désormais à 13,15£ à Londres et 12£ dans le reste du Royaume-Uni. 14 000 organisations employant 460 000 salariés appliquent de manière volontaire les recommandations de rémunération de cette fondation.

- Le [gouvernement](#) augmente de 50 % l'aide à l'installation et à l'acquisition

de pompes à chaleur. Par conséquent, elle s'élève à 7 500£ en Angleterre et au Pays de Galle depuis le 23 octobre 2023.

- Dans une [lettre](#) adressée à la commission parlementaire *Treasury Committee*, Richard Davies, directeur général d'Allica Bank, affirme que les petites et moyennes entreprises devraient recevoir 7,5 Md£ d'intérêts supplémentaires par an sur leurs dépôts, estimant que celles-ci se voient systématiquement offrir des taux d'intérêt plus bas que les grandes entreprises.

Fait marquant : l'office national de la statistique (ONS) modifie sa méthodologie d'estimation des indicateurs portant sur le marché du travail.

La chute récente du taux de réponse à « l'enquête sur la force de travail » a contraint l'[ONS](#) à modifier son mode d'estimation des taux d'emploi, d'inactivité et de chômage. Les données ne sont plus collectées à partir de réponses à un formulaire d'enquête mais reposent désormais sur les données partagées par l'administration fiscale (HMRC), issues du prélèvement à la source automatisé pour les salariés (*Pay as You Earn*). En réaction, plusieurs [commentateurs](#) se sont offusqués de la qualité des données publiées par l'ONS.

Les chiffres expérimentaux ont été calculés en utilisant des informations en temps réel sur les salaires (PAYE) et le nombre de demandeurs d'allocation chômage (*Job Seeker's Allowance* et *Universal Credit*) pour les périodes allant de mai à juillet 2023. Ces estimations expérimentales seront les seules publiées jusqu'au printemps, date à laquelle l'ONS prévoit d'utiliser une nouvelle version de l'enquête sur la force de travail (*Labour Force Survey*). Aucun détail sur les motifs de l'inactivité et sur la volonté de retour à l'activité ne sont actuellement disponibles.

Les données PAYE constituent un indicateur imparfait de l'emploi car elles sont issues de l'imposition des salaires et donc ne concernent que l'emploi salarié. Autrement dit, l'emploi indépendant est omis, ce qui implique un risque de surestimation du niveau de resserrement du marché du travail car de nombreux travailleurs pourraient basculer de l'emploi indépendant au salariat du fait des conditions défavorables de crédit aux PME et de l'augmentation du salaire minimum. À noter que ces données sont régulièrement sujettes à des révisions de forte ampleur.

Les données *Claimant Count* fournissent une estimation partielle du nombre de demandeurs d'emploi. Les personnes âgées de 66 ans et plus n'ont pas le droit à la prestation universelle (*Universal Credit*) ou à l'allocation de demandeur d'emploi (*Job Seeker's Allowance*). Il en est de même pour les étudiants à temps plein à la recherche d'un emploi à temps partiel. En outre, parmi les 4,2 M de personnes qui travaillent au Royaume-Uni mais qui ne sont pas employées, nombreuses sont celles qui n'ont pas droit aux allocations de chômage notamment du fait de leur nationalité.

En conséquence, les membres du Comité de Politique Monétaire devraient reporter leur attention sur les résultats des enquêtes [Report on Jobs](#) bénéficiant d'une bonne réputation. Une volatilité de marché accrue pourrait ainsi être observée lors des publications prochaines.

Actualité macro-économique

Les évolutions des taux de chômage et d'emploi indiquent un relâchement des tensions sur la main d'œuvre disponible – Selon le nouveau mode d'estimation, le taux d'emploi s'élève à 75,7% en juin – août 2023, soit 0,3pt de moins que le trimestre précédent, mars – mai 2023. Dans le même temps, le taux de chômage s'élève à 4,2% en juin – août 2023, soit 0,2pt de plus que sur la période mars – mai 2023. À l'inverse, le taux d'inactivité est en hausse, de 20,9% en mars – mai à 21,1 % en juin – août 2023, indiquant une sortie du marché du travail de 88 000 personnes.

Afin d'orienter les capitaux présents au Royaume-Uni vers des projets d'investissement nationaux à fort impact, la [Resolution Foundation](#) (RF) propose la création de *UK Growth Fund* – Celui-ci est présenté comme un véhicule global afin d'attirer des investisseurs pour un portefeuille de fonds sectoriels à destination d'entreprises en phase de démarrage (start-up) et de développement (scale-up). Ces dernières seront incitées à être cotées au Royaume-Uni à leur sortie. La RF estime que le *UK Growth Fund* pourrait attirer 10 Md£ supplémentaires de financement en capital-risque (venture capital). Pour mémoire, le Climate Change Committee estime que 50 Md£ d'investissement supplémentaire sont nécessaires, chaque année, pour atteindre l'objectif Net Zero que s'est fixé le Gouvernement.

Actualité commerce & investissement

La [Secrétaire d'État](#) pour le commerce, **Kemi Badenoch**, s'est rendue au Japon pour participer à la ministérielle du G7 – Embrassant les enjeux de sécurité économique, la Secrétaire d'État a centré son intervention sur l'importance de la diversification et de la résilience des chaînes de valeur ainsi que la promotion d'un commerce libéralisé mais juste. À l'occasion de ce déplacement, elle a conduit une délégation composée de représentants de grandes maisons de mode anglaises (Christy's, Freya Rose, Swaine, etc) afin de profiter des opportunités créées par l'accord de libre-échange Royaume-Uni-Japon. Plusieurs initiatives ont d'ailleurs souligné la proximité des liens bilatéraux : [partenariat](#) sur les minéraux critiques, co-financement d'un projet de ferme éolienne offshore à Taiwan entre UKEF (agence de crédit-exports britannique) et la banque japonaise pour la coopération internationale ([IBIC](#)). La Secrétaire d'État a également mené divers entretiens bilatéraux avec ses homologues (Inde, États-Unis, présidente de l'OMC, etc).

Le vice premier ministre, [Oliver Dowden](#), était à Riyad dans le cadre de la 7^{ème} édition de l'Initiative pour les investissements d'avenir (*Future Investment initiative*) – Lors de son discours, il a évoqué la pertinence et l'adéquation des outils de sécurité économique (régimes de contrôle des exportations et des investissements – y compris sortants, résilience des chaînes de valeur) dans le cadre des chocs que le monde allait continuer de connaître, le prochain étant sûrement un choc technologique provoqué par l'intelligence artificielle. Il a notamment insisté sur l'importance de construire un environnement des affaires propice à la confiance et à l'innovation. Par ailleurs, Oliver Dowden a abordé le partenariat économique bilatéral entre l'Arabie Saoudite et le Royaume-Uni et les différentes initiatives développées en son sein (finance durable, minéraux critiques, nouveau partenariat public-privé sur les défis de la sécurité économique).

Le Ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (*Defra*) a présenté sa réforme de la [législation sur le vin](#) – Dépeinte comme l'une des premières applications du *Retained EU law Act*, cette réforme devrait encourager la croissance et l'innovation dans le secteur viticole en supprimant les contraintes administratives jugées inutiles voire anachroniques, tout en maintenant des standards de qualité élevés. Les principaux changements à prévoir en

2024 portent, entre autres, sur l'assouplissement des règles concernant la forme des bouteilles, la fin de l'obligation de nomination de l'importateur sur les étiquettes, la création d'une protection des cépages hybrides et la possibilité d'assemblage des vins.

La loi établissant le [nouveau régime](#) de marché public a reçu [l'assentiment royal](#) le 27 octobre 2023 – Ces nouvelles règles sont présentées comme le moyen de garantir des processus d'attribution des marchés publics plus simples et plus transparents. Parmi les innovations notables figurent la protection contre les risques à l'encontre de la sécurité nationale dans le cadre des contrats publics (liste d'exclusion pour les fournisseurs à haut risque) ou encore la possibilité d'exclure un candidat au regard du non-respect de la législation contre l'esclavage moderne. Par ailleurs, la loi devrait faciliter l'accès des PME aux marchés publics en imposant aux entités adjudicatrices de prendre en considération les barrières spécifiques auxquelles ces entreprises sont confrontées. Ces changements entreront en vigueur à la suite de l'adoption des actes délégués nécessaires.

La chambre de commerce britannique ([British Chambers of Commerce](#)) met en évidence la faible performance des PME exportatrices – Un sondage conduit auprès de ses adhérents révèle des ventes à l'étranger atones pour la moitié des PME exportatrices, voire un déclin de

celles-ci pour un quart d'entre elles sur le troisième trimestre 2023. Cette tendance serait d'autant plus marquée dans le secteur des [cosmétiques](#), dans lequel les coûts et délais supplémentaires engendrés par le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE) auraient conduit à une [baisse](#) significative des exportations vers l'UE.

Actualité financière

Les régulateurs britanniques [suppriment](#) le plafond de rémunération variable (bonus cap) pour les employés du secteur financier, en particulier les banquiers – Dans le sillage de la crise financière de 2008/9 l'UE a établi en 2014 un plafond pour la part de rémunération variable (100% de la rémunération fixe et 200% avec l'accord des actionnaires) dans le but de limiter les prises de risques excessives motivées par celle-ci. La Prudential Regulation Authority (PRA) justifie la suppression de ce plafond par le fait que la hausse des salaires fixes (suite à l'introduction du plafond) pèse sur les coûts fixes des banques et les prive d'un nécessaire flexibilité dans le cycle. Elle estime que la capacité à restructurer les rémunérations (donc les coûts) rapidement devrait contribuer à mieux aligner les incitations financières avec les principes de gestion effective des risques, de bonne conduite et d'intérêts de long terme des banques. Cette mesure, effective à compter du 31

octobre 2023 a été annoncée près d'un mois avant l'*Autumn Statement* du chancelier Hunt, à l'occasion duquel un certain nombre d'autres mesures en lien avec la compétitivité du secteur financier britannique sont attendues.

Le gouvernement britannique [confirme](#) ses plans d'alignement de la régulation des cryptomonnaies (principalement les *stablecoins*) sur celle des services financiers traditionnels – Cette position cristallise les tensions entre le souhait du gouvernement de faire du Royaume Uni un *hub* pour l'innovation dans le domaine des cryptos et la frilosité de la Financial Conduct Authority (FCA) à leur égard, compte tenu de certaines faillites très médiatisées (FTX) et des pertes induites pour les investisseurs. Les sociétés émettant des *stablecoins* et remplissant les fonctions de dépositaires (dans le cas où le *stablecoin* est émis depuis le Royaume-Uni) devraient donc entrer dans le champ des activités soumises au Financial Services and Markets Act (FSMA) et donc dans le périmètre de compétences de la FCA. Charles Randell, ancien président de la FCA a [vivement critiqué](#) l'entrée des cryptomonnaies dans le champ des produits d'investissements accessibles aux investisseurs particuliers. Il a souligné, tout en dénonçant les interférences politiques dans le travail de la FCA sur le sujet, que la probabilité d'une nouvelle réglementation crypto était faible compte tenu des messages contradictoires envoyés par le gouvernement.

Les principales banques britanniques ont publié leurs résultats trimestriels et la plupart a vu ses cours de bourse chuter – Barclays Natwest et Standard Chartered ont connu les chutes de cours les plus importantes à la suite de la publication des résultats trimestriels, du fait de révisions à la baisse sur leur marge nette d'intérêts. Celle-ci est due à l'effet combiné d'une plus faible activité de prêts et à une concurrence accrue pour les dépôts qui pousse les banques à les rémunérer davantage. De plus, des inquiétudes persistent sur la qualité des actifs de ces banques et les potentielles pertes découlant de «prêts non performants», dans un contexte économique dégradé.

Dans son dernier [discours](#) en tant que vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE) en charge de la stabilité financière (fonctions qu'il occupe depuis 2013) John Cunliffe, qui sera remplacé par Sarah Breeden, a abordé l'avenir des systèmes de paiement et du Pound digital – En rappelant le projet de monnaie digitale de Facebook annoncé en 2019, John Cunliffe est revenu sur les priorités des autorités de régulation en matière de systèmes de paiements (la *roadmap* du G20 pour l'amélioration des paiements transfrontaliers, les travaux de la BoE sur la monnaie digitale de banque centrale et la régulation des systèmes de paiement systémiques utilisant les *stablecoins*). En ce qui concerne le Digital Pound, il annonce la publication dans les mois à venir d'une réponse de la BoE à la

consultation de février 2023 (qui a reçu près de 50K réponses). Il note que l'inquiétude majeure exprimée par les répondants concerne la protection des données et rappelle que la BoE continue, dans la nouvelle phase de ses travaux, de travailler avec le secteur privé sur des cas d'application et l'architecture technologique nécessaire pour l'introduction d'une monnaie digitale de banque centrale britannique.

L'association britannique du venture capital (BVCA) soutient la volonté du gouvernement de flécher les ressources des fonds de pension vers des entreprises non cotées via les fonds de venture (VC) et de growth, en lançant le [Venture Capital Investment Compact](#) – Déclaratif à ce stade, le «pacte», signé par une vingtaine de fonds VC (25 Mds£ d'actifs sous gestion), vise à établir des liens de collaboration plus étroits entre les fonds de pension et les fonds de capital-risque et à mettre au point des structures permettant aux premiers d'investir dans les seconds. Pour rappel, en juillet dernier, neuf des plus gros fonds de pension britanniques à prestations définies se sont engagés à allouer au moins 5% de leurs actifs au non-côté d'ici 2030. D'après la BVCA, en 2022 les fonds de pension étrangers allouent collectivement seize (16) fois plus de ressources aux fonds de *private equity* (PE) et VC au Royaume-Uni que leurs équivalents britanniques.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Justine Duval, Alexandre Geny et Carole Lebreton

Revu par Pierre Chabrol
Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr